



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2022005-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société GIE CARRIERES du BRIENNOIS

Commune de BRIENNE LA VIEILLE

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Le préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.511-2, L. 171-7 et L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de traitement des matériaux de carrières ;

VU le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

VU le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2021210-0001 du 29 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n°BENV2017164-0001 du 13 juin 2017 autorisant la société GIE CARRIERES du BRIENNOIS à exploiter la carrière à ciel ouvert de matériau alluvionnaire ;

VU le rapport SAU/AV/NS n°21-388 du 8 novembre 2021 de l'inspection des installations classées de la DREAL du GRAND-EST établi à la suite de la visite de récolement du 14 octobre 2021 ;

VU le courrier recommandé du 8 novembre 2021 avec accusé de réception du 10 novembre 2021, de l'inspection des installations classées transmettant le rapport susvisé du 8 novembre 2021, auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, à la société GIE Carrières du Briennois et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU les remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU les premiers éléments de réponses apportés par l'exploitant en date du 21 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que la société GIE CARRIERES du BRIENNOIS est autorisée, par arrêté préfectoral n°BENV2017164-0001 du 13 juin 2017, à exploiter sur le territoire de la commune de BRIENNE LA VIEILLE, des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en particulier la rubrique 2510 relative à l'exploitation de carrière ;

CONSIDÉRANT que l'article 20.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé prescrit : « *Les eaux de lavage de l'installation de traitement existante de la carrière voisine Chaplain seront dirigées vers les bassins de décantation du présent site du GIE ; après décantation, les eaux claires retourneront dans le bassin de pompage de la carrière voisine Chaplain, au Nord de la RD 102.* » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2021, il a été constaté que les eaux de lavage de l'installation de traitement n'étaient pas utilisées en circuit « fermé » mais étaient rejetées dans le bassin de décantation qui est la fosse d'extraction ;

CONSIDÉRANT que l'article 24.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé prescrit : « *Les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine,[...] Un contrôle des niveaux sonores sera effectué dès la mise en place des activités présentées, puis effectué tous les 5 ans....* » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2021, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier contrôle sur le bruit de son site ;

CONSIDÉRANT que les réponses apportées par l'exploitant en date du 21 décembre 2021 nécessitent de reporter le délai de mise en conformité pour les prescriptions de l'article 24.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations[...] et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : MISE EN DEMEURE

La société GIE CARRIÈRES du BRIENNOIS est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral n°BENV2017164-0001 du 13 juin 2017 l'autorisant à exploiter la carrière à ciel ouvert de matériau alluvionnaire, suivants :

- les prescriptions de l'article 20.3.1 avant **le 31 octobre 2022.**
- les prescriptions de l'article 24.1 avant **le 31 octobre 2022.**

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société GIE CARRIÈRES du BRIENNOIS.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.


ARTICLE 4 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand-Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **05 JAN. 2022**

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général


Christophe BORGUS

Voie et délais de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, selon les principes édictés à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.